

Per
6-226
15

LE BULLETIN DE LA FERME

REVUE TECHNIQUE HEBDOMADAIRE
Consacrée au Service des Cultivateurs de Progrès



ADMINISTRATION ET PUBLI-CITÉ
Abonnement payable d'avance.
Canada—Excepté cité de Québec..... 75c.
Cité de Québec et pays étrangers..... 1.50
Tarif des annonces 10c. la ligne
Annonces classées le. du mot minimum .50 sous.
Pour abonnement et annonces écrire au "Bulletin de la Ferme", 111 Côte de la Montagne, (Edifice Morin) Québec
Cassier postal 129—Télep. 4297

RÉDACTION ET COLLABORATION
Cette revue est consacrée aux intérêts de la ferme et du foyer rural.
Elle est rédigée par un comité de techniciens et de praticiens agricoles, assistés de collaborateurs occasionnels et de correspondants de diverses institutions agricoles. Toute collaboration est sujette au contrôle du directeur.
La correspondance concernant la rédaction doit s'adresser au Directeur du "Bulletin de la Ferme", Cassier postal 129, Haute-Ville, Québec.

Volume XII

QUÉBEC, LE 21 FEVRIER 1924

Numéro 8

Page de la Coopérative Fédérée de Québec

Il met le doigt sur la plaie... sur les deux plaies...

Un journaliste qui a fait une étude spéciale des questions ouvrières économiques chez-nous, M. Thomas Poulin, rédacteur du *Travailleur*, organe des Syndicats ouvriers catholiques, écrivait, lundi, sous sa signature, dans "L'Action Catholique", des considérations marquées au coin de la sagesse, de la prudence et du bon sens et que nous regrettons ne pouvoir citer en entier faute d'espace. Le journaliste ouvrier touche du doigt les causes principales du malaise financier dont souffrent actuellement et le peuple besogneux des villes et celui des campagnes, en d'autres termes les producteurs agricoles et les consommateurs peu fortunés des villes.

Après avoir mentionné les prix très bas qu'obtiennent actuellement les cultivateurs de l'Ouest canadien pour leurs animaux, l'auteur ajoute:

"A ces prix là mieux vaut certainement ne pas se faire d'illusions sur la situation des cultivateurs de l'Ouest. Il est également inutile de se demander pourquoi les milliers de candidats fermiers, importés d'Angleterre l'an dernier, ont rapidement pris le chemin de la ville ou des Etats-Unis. Nous comprenons aussi pourquoi les fermiers de l'Ouest ont protesté contre la politique fédérale d'immigration, disant qu'il était absolument inutile de tenter de placer des milliers de nouveaux cultivateurs sur les terres de ces provinces quand, les cultivateurs déjà établis ne peuvent réussir à vendre leurs animaux et les produits de leurs terres à des prix rémunérateurs. Ils allaient même jusqu'à dire qu'ils ne pouvaient trouver à qui vendre ces produits.

La situation des cultivateurs de l'Est est-elle bien meilleure? Ceux qui sont situés près des centres font de meilleures transactions; mais ceux dont les terres sont éloignées des villes souffrent passablement du même mal.

Et le consommateur des villes, quel prix continue-t-il de payer pour les articles nécessaires à la vie? Nos lecteurs peuvent aussi facilement que nous répondre. Qu'il suffise pour le moment de dire que, d'après la "Gazette Officielle du Travail", le chiffre hebdomadaire du coût de la vie, pour une famille type de cinq membres, reste encore à au moins \$20.00.

De cette situation anormale, dans laquelle le cultivateur n'obtient pas des prix suffisamment rémunérateurs pendant que le consommateur paie toujours suffisamment cher, il résulte de la gêne chez les uns et chez les autres.

Nous avons déjà, dans ces colonnes, résumé les conclusions d'une enquête, faite aux Etats-Unis par une commission spéciale, sur les causes de la disproportion énorme qui demeure entre le prix de vente chez le producteur et le prix d'achat chez le consommateur.

Elles peuvent se résumer en deux lignes: le coût du transport est trop élevé et le nombre des intermédiaires est trop grand.

Comment remédier à l'une et à l'autre de ces deux causes de malaise? Il est certainement difficile, dans les circonstances actuelles, de diminuer les taux de transport. D'ici longtemps, d'ailleurs, on peut croire qu'ils resteront élevés. Il faut encourager ceux qui travaillent à organiser une meilleure distribution des centres de consommation; c'est un des meilleurs moyens de raccourcir les voyages que doivent faire

les produits de la terre pour atteindre le consommateur et, partant, diminuer les frais de transport. Abandonner ce mouvement serait condamner certaines régions en plein développement à être, demain, des sources d'émigration vers les villes et les Etats-Unis. Dans une région nouvelle les meilleures récoltes se trouvent pendant un certain nombre d'années dans la forêt. Dès qu'elles viennent du sol proprement dit, elles sont rémunératrices si elles ont à leur disposition des centres de consommation pas trop éloignés. Si ces centres sont loin, le producteur tombe vite dans l'engrenage des intermédiaires, risquant fort de travailler à perte.

Contre le trop grand nombre des intermédiaires, il ne reste actuellement qu'un seul moyen à la disposition du producteur: c'est la coopérative. Et, à ce sujet de la coopérative, il est grand temps que nous nous débarrassions de certains préjugés. Le premier et le plus tenace, celui qui sert de motif à la guerre sourde que l'on fait au mouvement, fait croire qu'il fera disparaître tous les intermédiaires et qu'il tuera le commerce libre.

Ce n'est pas là le but de la coopérative, et jamais d'ailleurs elle n'y pourrait parvenir.

Le monde a besoin d'intermédiaires comme il a besoin de monnaie pour faire les échanges nécessaires entre les différentes sources de production et de consommation; ce qu'il lui faut chercher à atteindre c'est un juste équilibre. La coopérative, par son action de regard et de régularisation, tendra à nous le donner; elle fera partie du commerce libre comme les autres entreprises; elle aidera les uns et les autres.

Plus on fait échec au mouvement coopératif, plus on laisse la population à la merci des intermédiaires inutiles et de la spéculation et, plus on travaille à l'exode des nôtres vers les Etats-Unis.
Thomas POULIN.

COMMUNICATION

Coopérative et Caisses populaires

La Malbaie, 5 février 1924.
M. J.-Bte Cloutier, B. S. A.,
Inspecteur des Coopératives,
Ministère de l'Agriculture,
Québec.

Cher Monsieur,
Notre coopérative vient de clore sa cinquième année d'exercice. Sans faire beaucoup de bruit, on peut dire que la coopération a réussi à s'implanter ici de pied ferme, groupant la classe agricole au point de vue économique et social.

Une épreuve toute récente vient de nous être fournie par le succès de notre journée agricole coopérative du 31 janvier, organisée à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de notre coopérative.

Environ 135 à 150 coopérateurs, le jour et au-delà de 300 personnes, à la séance du soir, sont venus entendre et discuter d'une manière pratique, les résultats financiers, les rapports des directeurs, des

comités d'achats et ventes, de surveillance, de notre société.

Les cultivateurs présents purent aussi bénéficier largement des instructions qui leur ont été données par les nombreux personnages religieux ou civils figurant au programme.

Un programme d'action future a aussi été élaboré par l'assemblée des sociétaires. C'est ainsi qu'après avoir étudié les bienfaits que les caisses populaires rendent dans les localités où elles fonctionnent, après avoir considéré les services que ce système de crédit pourrait rendre également ici, il a été résolu et adopté que les directeurs de notre société fassent tous leurs efforts pour amener l'établissement d'une caisse dans la paroisse.

Ont été discutés en outre les points suivants: la question d'un entrepôt pour la société coopérative; une voie d'évitement au chemin de fer; la tenue d'assemblées plus fréquentes des membres de la coopérative, en vue de s'instruire davantage sur les besoins

(Suite à la page 114)

numéro.

LE

Montréal

000

000

000

en contact

ui lui sont

ucursales

nswick et

nfies à son

mi

TS

r-

s;

1-

ss

n

is

s-

é.

le

e-

u

le

il

le

la

n-

ck Barré

née

ville, Qué.